



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-34913>

Département(s) de publication : **80, 02, 60, 59, 62, 76**

Annonce n° **24-34913**

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Préfecture de la somme

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 17800001400013

Ville : Amiens

Code postal : 80000

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 80, 02, 60, 59, 62, 76

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : DE SAINT RIQUIER Valéroe

Adresse mail du contact : Sgc-logistique@somme.gouv.fr

Numéro de téléphone du contact : +33 322978307

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** - les pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager l'opérateur économique : ces documents doivent faire apparaître expressément l'identité et la capacité de la (des) personne (s) habilitée(s) à engager l'entité candidate, quelle que soit la forme juridique de cette entité (société, artisan, association ou autre - exemples : carte professionnelle datant de moins de trois mois ou numéro unique d'identification délivré par l'INSEE)
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** - la copie du ou des jugements prononcés si l'opérateur économique est en redressement judiciaire
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve :** - une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont l'opérateur économique dispose pour la réalisation de marchés de même nature (1 page A4 maximum) - une déclaration indiquant les

effectifs de l'opérateur économique pour chacune des trois dernières années - une liste des principales prestations similaires effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (récentes, pertinentes et au nombre maximal de trois)

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 22/04/2024 à 14:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Rénovation de la toiture de la résidence de la Sous-Préfecture de Montdidier (80)

Code CPV principal - Descripteur principal : 45261910

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : Les prestations concernent des travaux de rénovation de la résidence du sous-préfet de Montdidier (80), à savoir charpente, couverture, isolation et plancher des combles.

Lieu principal d'exécution du marché : Montdidier (80)

Durée du marché (en mois) : 3

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Oui

Détail sur la visite (si oui) : A visite du site est obligatoire et se fera jusqu'au 18 avril 2024. Pour effectuer la visite, les candidats devront obligatoirement prendre rendez-vous avec les personnes citées ci-après : Monsieur MERLO 03.22.97.82.15 / christophe.merlo@somme.gouv.fr

Date d'envoi du présent avis à la publication : 22/03/2024